REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

264 | 2011
France-Grande-Bretagne

Réflexions sur les conflits coloniaux

Perceptions françaises sur le mouvement Mau Mau et perceptions britanniques sur la guerre d'Indochine, 1952-1955

Colonial Conflicts in Reflection: French perspectives on Mau Mau. British perspectives on the Indochina War, 1952-1955

Martin Thomas

Traducteur : Clémence Rochat

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/7287
ISBN : 978-2-8218-1124-9
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 15 septembre 2011
Pagination : 75-92
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Martin Thomas, « Réflexions sur les conflits coloniaux », *Revue historique des armées* [En ligne], 264 | 2011, mis en ligne le 06 septembre 2011, consulté le 14 novembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/7287

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

© Revue historique des armées

Réflexions sur les conflits coloniaux

Perceptions françaises sur le mouvement Mau Mau et perceptions britanniques sur la guerre d'Indochine, 1952-1955

Colonial Conflicts in Reflection: French perspectives on Mau Mau. British perspectives on the Indochina War, 1952-1955

Martin Thomas

Traduction : Clémence Rochat

1 Les étudiants anglophones de l'histoire du colonialisme européen reconnaissent que la guerre d'Indochine et celle qui lui succéda en Algérie ont précipité la décolonisation française. Pour les spécialistes américains d'histoire diplomatique, la guerre d'Indochine est généralement étudiée *via* la perspective de l'engagement américain ultérieur [1]. Des analystes de la contre-insurrection et de la violence révolutionnaire ont alors fini par s'habituer à étudier ce que les Américains, les Britanniques et les autres gouvernements et armées tentèrent d'apprendre de l'expérience coloniale française en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord. L'intérêt historique et contemporain pour les stratégies militaires françaises, déjà considérable, fut relancé lors des guerres menées au Moyen-Orient par l'Administration de George W. Bush. Certains ont établi un parallèle inconfortable entre les terribles méthodes de guerre pratiquées en Algérie et les horreurs d'Abou Ghraib [2]. Un peu en marge de cet intérêt émanant de spécialistes, l'attention du public et des médias du monde anglophone fut, à l'occasion, attirée par « *le devoir de mémoire* » français. La reconnaissance des crimes et des erreurs passés, la forme changeante de la commémoration et les récentes controverses sur la représentation du passé colonial français dans ses programmes scolaires ont provoqué des commentaires généralisés en Grande-Bretagne et surtout aux États-Unis [3].

2 Mais comment changer d'approche ? De prime abord, il semble que relativement peu d'intellectuels en France se sont consacrés à l'étude de ce que les observateurs français des années 1950 pensaient alors du déclin colonial britannique. Et, inversement, que pensèrent réellement, à cette époque, les politiciens, les administrateurs coloniaux et l'armée française de l'intrusion d'observateurs étrangers, alliés il est vrai, dans des problèmes internes à l'empire ? Éprouvaient-ils simplement du ressentiment à l'égard de

ces observateurs indiscrets et de l'hostilité à l'encontre de critiques ou de conseils malvenus ? Ou bien était-ce le fait d'observer la décolonisation européenne – et spécialement les étapes d'une décolonisation violente – qui attirait les partenaires anglo-saxons de la France ? Toutefois d'autres facteurs se sont aussi immiscés. Nous ne citerons que deux exemples évidents. La dépendance financière française vis-à-vis des États-Unis lors des dernières phases de la guerre d'Indochine était aussi inconfortable qu'inévitable. Et l'irritation du gouvernement français fut augmentée par la participation croissante de l'ONU dans les affaires coloniales. En outre, la sympathie limitée de l'Administration d'Eisenhower pour les dilemmes coloniaux de la France fut moins exaspérante que le refus des Britanniques de soutenir un autre pouvoir impérial pour s'opposer à la surveillance de l'ONU [4].

3 Si ces exemples mettent en lumière l'internationalisation des crises coloniales, ils montrent aussi la complexité croissante des liens transnationaux entre les partisans du nationalisme anticolonial. Par ailleurs, ils nous rappellent également que la Grande-Bretagne partageait des problèmes coloniaux similaires à ceux de la France. Les décideurs politiques de Londres ou des capitales coloniales britanniques ne purent éviter une opinion internationale hostile aux actions impériales. Les forces de sécurité britanniques ne purent pas davantage circonscrire les nombreux points de contacts transnationaux entre les groupes insurgés et leurs partisans étrangers.

4 Pourtant, deux hypothèses historiques fréquentes subsistent. La première est que des leçons furent tirées de la première vague cataclysmique de décolonisation britannique, qui vit, à la fin des années 1940, la Grande-Bretagne se retirer de manière plus ou moins chaotique d'Inde, des pays voisins d'Asie du Sud-Est et de Palestine. Il en résulta que les administrations coloniales de la Grande-Bretagne, ainsi que leurs forces de sécurité, réussirent mieux que leurs homologues français à limiter localement, en terme militaire, les conflits coloniaux et à les limiter globalement en terme d'opinion internationale. La seconde hypothèse découle du point de vue suivant généralement admis : les solutions adoptées par la Grande-Bretagne face aux violentes révoltes coloniales dans les années 1950 furent généralement – mais pas toujours – plus « discrètes » que celles adoptées par la France en Indochine et en Algérie. Mais cela fut-il véritablement le cas ? Et comment les observateurs français ont-ils perçu ces solutions supposément plus discrètes à l'époque ?

5 Cet article apporte quelques réponses à ces questions. Pour ce faire, il adopte une approche comparative. La première partie étudiera les rapports officiels français concernant la rébellion Mau Mau au Kenya. La seconde partie, remontant le temps, changera de perspective en s'intéressant à l'analyse britannique équivalente des dernières années du conflit en Indochine entre la France et le Viêt-minh. Fort logiquement, l'observation des problèmes de sécurité de pouvoirs impériaux semblables devint plus importante lorsque que les problèmes coloniaux français et britanniques se multiplièrent au début des années 1950. Cela faisait d'ailleurs partie d'une stratégie régionale. Il était, en effet, vital de comprendre les ressorts et les conséquences d'un conflit colonial qui affectait un autre pays lui aussi doté d'un empire. Il s'agit alors d'une sorte de processus d'apprentissage mutuel. Les solutions politiques, les méthodes et politiques militaires appliquées dans les territoires britanniques offrirent donc des solutions aux administrations coloniales françaises et vice-versa.

6 Cependant, cette observation mutuelle eut d'autres aspects, plus négatifs. Les attachés militaires britanniques, les diplomates et les autres visiteurs officiels qui assistèrent à

l'intensification de la guerre d'Indochine, trouvèrent parfois leurs préjugés renforcés. Aussi, les « succès » de la contre-insurrection en Malaisie, alors dirigée par les Britanniques, furent souvent comparés aux « échecs » de la stratégie militaire française. De la même manière, il y eut une satisfaction moqueuse dans certains rapports français sur le Kenya, lorsque le soulèvement Mau Mau eut lieu au printemps 1952. Peut-être que les Britanniques n'étaient pas des gendarmes coloniaux si efficaces après tout ? Pourtant, ces jalousies étaient insignifiantes rapportées au sentiment irrésistible que la crise impériale était un phénomène historique et global. L'effondrement colonial défia les solutions nationales. Il déconcerta à plusieurs reprises les hommes du gouvernement, les stratèges militaires et les analystes de la sécurité qui pensaient que leurs propositions pourraient éviter – ou au moins retarder – le déclin impérial.

Les observations françaises sur le mouvement Mau Mau

7 Comme dans la plupart des territoires britanniques en Afrique, dans les années 1950, la France maintint un consulat, petit mais très dynamique, à Nairobi. Il n'y avait aucun attaché militaire français au Kenya et il n'y avait pas plus de tradition de tournées d'inspection régulières par les attachés en service basés ailleurs. En fait, la France avait assez peu d'intérêts en jeu en Afrique orientale. Le commerce et les investissements étrangers étaient faibles et son enclave de Djibouti restait isolée des problèmes des territoires britanniques voisins. En outre, au début des années 1950, les interrogations françaises sur les intérêts stratégiques britanniques situés au nord-est de l'Afrique se portaient plutôt vers le nord, vers la partie occidentale du Moyen-Orient, et non pas vers le sud, en direction de la corne de l'Afrique [5]. Il était improbable que les rapports consulaires de Djibouti puissent attiser les passions à Paris, mais leur circulation à Dakar renforçait un intérêt compréhensible en Afrique occidentale française (AOF) pour les problèmes au Kenya.

8 Le 13 janvier 1953, le consul Beaudouin rapporta de Nairobi que la communauté blanche de colons du Kenya était proche de la révolte. Les colons propriétaires étaient exaspérés de l'inefficacité du gouvernement colonial, car les forces de sécurité locales n'avaient pas réussi à contenir la rébellion Mau Mau. Les colons influents étaient d'autant plus indignés par les retards du procès de Jomo Kenyatta, le président du Parti *Kenya African Union* et supposé cerveau politique à l'origine du soulèvement Mau Mau [6]. La colère des colons, comme le nota Beaudouin, révélait le sentiment répandu de terreur provoqué par des meurtres isolés commis par les Mau Mau.

9 Ces attaques devinrent peu à peu plus audacieuses, particulièrement dans les montagnes des Aberdare où les opérations de maintien de l'ordre étaient concentrées. Malgré la supériorité des forces de sécurité, qui comprenaient un régiment de fusiliers du Lancashire, une police armée, des gardes-chasse et des gardes forestiers équipés d'automitrailleuses, les opérations de grande envergure eurent peu d'effet. Seule une poignée de rebelles fut tuée ou capturée. Les informations données par les détenus furent, à l'évidence, insuffisantes. En effet, la situation militaire était si alarmante que l'on discutait de la mise en place de la loi martiale. Le nouveau commandant en chef des forces britanniques en Afrique orientale, le général *sir* Brian Robertson, était opposé à cette idée. Il critiquait les attentes du gouvernement vis-à-vis des troupes britanniques pour

mener des actions contre l'insurrection pour lesquelles elles étaient peu entraînées. La sécurité interne devrait être l'affaire de ceux qui connaissaient la situation locale : la police kényane et les unités de la *King's African Rifles* [7].

10 Les rapports de Beaudouin se firent plus longs alors que la situation empirait. Le meurtre de la famille Ruck dans sa ferme, dans la nuit du 24 janvier 1953, nourrit la panique naissante parmi les fermiers colons des environs [8]. Désireux d'entendre l'opinion des coloniaux officiels, le consul français visita alors les districts les plus touchés dans la province centrale et dans la vallée du Rift. Les officiers de district qu'il rencontra restaient optimistes. Si des mesures de sécurité et des renforts supplémentaires seraient utiles, la liberté de mouvement des squatters du peuple Kikuyu et des autres travailleurs agricoles, largement soupçonnés d'être le réservoir principal de soutien au mouvement Mau Mau, allait être limitée. Et les pluies imminentes réduiraient bientôt l'activité rebelle, le calme devait donc revenir. Mais les colons et les planteurs blancs de café avaient une version différente. Les attaques de nuit étaient une menace constante. La confiance s'était envolée, rendant difficile le recrutement de travailleurs temporaires africains pour cultiver le café. À Nairobi, les 70 000 Africains concernés par la « *native location* » (Ndt : loi de ségrégation raciale) des bidonvilles étaient une menace croissante pour la sécurité. Les attaques contre les Européens dans la capitale – y compris les agressions au couteau – étaient fréquentes et souvent éhontées [9].

11 Les inquiétudes des colons étaient une chose, mais ce fut l'escalade des violences intra-africaines qui indiqua la rupture réelle du contrôle colonial britannique. Certaines zones du Kenya devinrent le lieu de terribles scènes de violence fratricide. À la fin de l'année, la situation dans les hauts plateaux du centre était proche de la guerre civile, les conflits concernaient notamment la possession de terre. De plus, la campagne anti-squatters du gouvernement alimentait la violence [10]. Il y eut une escalade radicale de la violence dans la nuit du 26 mars 1953, avec un assaut mené contre un poste de police à Naivasha, où 50 fusils furent volés. L'attaque fut rapidement suivie d'une autre, le massacre d'une vingtaine de villageois, dont beaucoup étaient membres de la famille étendue du chef loyaliste, à Lari, dans la réserve de Kiambu, à 20 kilomètres seulement de Nairobi [11]. Les autorités coloniales choisirent alors de rendre publics les détails de ces violences choquantes, afin de convaincre l'opinion nationale et internationale que le mouvement Mau Mau n'était ni représentatif ni nationaliste, mais récidiviste et fanatique [12]. Les brochures et les communiqués du gouvernement ainsi que les déclarations dans la presse insistaient sur le fait que ces meurtres étaient ordonnés par Dedan Kimathi, le « *chef fantôme des Mau Mau* » dans le cadre d'un acte terroriste de représailles symboliquement dirigé contre la majorité silencieuse des Kényans loyalistes. Beaudouin n'en était pourtant pas convaincu. La terreur des événements de Lari divisait plus la société kényane que jamais auparavant. Avec une estimation approximative de 8 % de Kikuyu à avoir prêté serment à la cause Mau Mau, volontairement ou contraints, l'État colonial se retrouvait dépassé par l'importance du problème auquel il devait faire face [13].

12 Les officiels consulaires français et le Quai d'Orsay avaient raison lorsqu'ils décrivaient une colonie au bord de la rupture. Ils avaient prévu une confrontation rapide et décisive. Et les diplomates insistèrent sur leur propre sentiment d'incertitude quant à l'attitude britannique. Ce sentiment, au sujet de la future direction de la politique et de la société kényanes, reflétait la confusion qui régnait parmi les officiels britanniques à Londres et à Nairobi. Le cabinet de Winston Churchill partageait l'hostilité du général Robertson pour la loi martiale, considérée comme un aveu d'échec. Mais des mesures légales

draconiennes étaient cependant inévitables. Les autorités à Nairobi avaient eu tort de sous-estimer la capacité du mouvement Mau Mau, et avaient mal évalué la force militaire qu'elle devait lui opposer. En outre, ils furent aussi malavisés de juger et de condamner rapidement Kenyatta sans avoir de preuves suffisantes. Les procès d'un nombre croissant de suspects Mau Mau arrêtés étaient devenus irréalisables, car les réseaux de renseignements, dont dépendaient la police et l'armée pour mener la contre-insurrection, pouvaient s'effondrer si les informateurs devaient venir témoigner au tribunal.

13 Les pressions émanant des communautés loyalistes et, comme toujours, du lobby des colons pour un châtiment plus rapide et plus sévère des détenus Mau Mau étaient de plus en plus évidentes. Il aurait alors fallu des changements en haut lieu. Beaudouin déclara : « *Pas de solution apparente, pas de plan constructif posé... Le gouverneur du Kenya est un gentleman fin, doux et fort cultivé, qui parle bien notre langue. Il ne jouit malheureusement pas d'une excellente santé et semble avoir accepté ce poste difficile sans beaucoup d'enthousiasme. Sir Evelyn Baring possède très certainement toutes les qualités d'un grand administrateur, mais il ne paraît pas être l'homme fort que le Kenya attendait.* » [14]

14 Plus important, les observateurs français des premières étapes de la rébellion Mau Mau étaient convaincus que des pressions sociales sous-jacentes dans l'économie agricole seraient sources de nouvelles tensions. Comme de nombreux historiens du mouvement Mau Mau l'ont suggéré, l'économie politique de l'agriculture kényane et l'économie morale du droit intergénérationnel à la terre, qui la soutenait, étaient en crise. Une compétition intense pour les terres cultivables et la perte de la possibilité d'en obtenir dans le futur provoquèrent une tension croissante au sein des communautés rurales. De nombreuses familles supportèrent mal les changements d'après-guerre vers le système de squatters dans lequel les petits propriétaires offraient leurs services aux fermiers blancs, en échange de l'accès à des parcelles de terre. Le flot de travailleurs agricoles au chômage prenant la direction de Nairobi constituait un soutien logique au mouvement Mau Mau. L'attentisme était impossible dans les conditions d'exiguïté des quartiers pauvres de la capitale, dans lesquels un sous-prolétariat africain radical émergea rapidement. Aussi, l'instruction, l'armement et le recrutement filtraient hors des districts agricoles qui étaient auparavant l'épicentre de la révolte [15].

15 Les rapports du ministre des Affaires étrangères indiquaient que le rythme des tueries et des châtiments avait augmenté lorsque Kenyatta et les cinq co-accusés, leaders du KAU, furent finalement condamnés début avril 1953. Loin de décroître, l'activité Mau Mau et les attaques devinrent plus sophistiquées et plus mortelles. Les combattants avaient un accès privilégié auxarmes automatiques, la plupart ayant été volées dans les postes de police ou lors d'embuscades [16]. Dès lors, la taille des bandes Mau Mau augmenta. La plus importante fut estimée à 300 individus, capable de batailles rangées avec les patrouilles de l'armée qui les traquaient [17].

16 Le mouvement Mau Mau comptait également un grand nombre d'anciens militaires dans ses rangs, y compris des Askaris qui avaient combattu durant la crise en Malaisie. Pendant ce temps, dans les rues de Nairobi, les assassinats de policiers et de fonctionnaires locaux firent des quartiers pauvres de Pumwani et Bahati un véritable coupe-gorge pour les blancs. Une fois encore, le point de vue diplomatique français donnait à réfléchir : supprimer Kenyatta de l'équation n'était pas la solution. Le programme d'éducation politique du KAU et l'embrigadement Mau Mau atteignaient bien plus profondément la population Kikuyu que tout ce que les autorités coloniales avaient pu faire. Même si cela n'était pas impossible, renverser ce processus prendrait des années [18].

17 L'escalade semblait inévitable. Davantage de troupes arrivaient, le processus légal ayant été modifié pour en faire un instrument de répression plus sévère [19]. À Nairobi, la répression policière contre les leaders Mau Mau conduisit aux arrestations d'autres membres du comité central du mouvement. Dans les campagnes, plus de postes de police furent installés et les villages loyalistes furent défendus avec acharnement. Ces villages fortifiés étaient en première ligne face à la rébellion car il s'agissait des sites où avaient eu lieu les pires violences de la rébellion. C'était aussi dans ces villages que les Britanniques recrutaient les troupes auxiliaires avec lesquelles ils comptaient combattre le mouvement Mau Mau [20]. Un accès amélioré aux informations politiques au profit de la population était essentiel. C'est pourquoi il y eut également un processus de « conversion » mené dans le district de Fort Hall. Les forces de sécurité utilisaient leurs informateurs pour identifier en masse les partisans Mau Mau. Face à ces méthodes, certains firent des « confessions spontanées ». Les suspects restants étaient assignés dans des camps, isolés de leur communauté d'origine [21]. Dans un mouvement qui évoquait les pratiques britanniques en Malaisie, le cycle des transferts de population et d'exode massif commença [22].

18 Le consulat français de Nairobi avait commencé à soumettre des rapports bimensuels concernant l'évolution de la rébellion en avril 1953. Mais ce fut celui du vice-amiral Barjot, commandant en chef désigné de la zone stratégique de l'océan Indien, à René Pleven, ministre de la Défense nationale du nouveau gouvernement de Joseph Laniel, qui généra la première analyse du gouvernement français sur le problème Mau Mau [23]. Le rapport de Barjot distillait des informations fournies par un officier de liaison britannique sous les ordres du général George Erskine, qui avait succédé à Robertson en tant que commandant au Kenya. C'était un curieux mélange. D'une part, il semblait que la capacité militaire des groupes Mau Mau était limitée. Les saisies d'armes, les contrôles d'identité rigoureux, les couvre-feux et les autres restrictions étaient tous effectifs. La plupart des leaders nationalistes attachés au KAU avaient été placés en détention. En conséquence, les derniers dirigeants Mau Mau conservaient l'allégeance de leurs hommes grâce à la peur et non par la foi. Le mouvement ressemblait moins à un mouvement nationaliste qu'à une organisation criminelle collective. D'autre part, le Mau Mau était profondément implanté dans la société Kikuyu. Nairobi était toujours particulièrement dangereuse. Erskine pensait que les opérations militaires devraient se poursuivre pendant plusieurs années [24]. Le discours habituel qui informait que le succès de la contre-insurrection relèverait d'un processus à long terme de contrôle de la population était troublé par le faux optimisme selon lequel la rébellion n'était plus considérée comme une menace anticoloniale [25].

19 Les observateurs français virent rapidement les contradictions implicites dans la représentation britannique du mouvement Mau Mau. D'une part, malgré les affirmations britanniques concernant l'horrible cruauté Mau Mau, les victimes européennes étaient très peu nombreuses. Elles étaient éclipsées par les niveaux croissants de violence intra kényane qui déterminaient la configuration changeante de la rébellion [26]. D'autre part, les questions sous-jacentes du racisme colonial, du déclin de l'autorité impériale, de la distribution des terres et d'une transformation interne du marché du travail étaient toujours sans réponse [27]. Pendant ce temps, l'obsession britannique vis-à-vis de la croissance de la population sans terre et sans emploi à Nairobi suggéra que la politique de sûreté devait davantage se concentrer sur la capitale kényane et donc laissa s'emballer les désordres fratricides dans les campagnes.

L'opération « Anvil » et ses suites

20 Lorsque le général Erskine pris le commandement, les opérations britanniques de sûreté s'intensifièrent [28]. En août 1953, Nairobi ordonna à ses forces de sécurité d'être attentives. Le problème auquel faisait face la Grande-Bretagne – et la façon dont elle le dépeignait – était en fait le précurseur de l'insurrection urbaine qui allait éclater à Alger quatre ans plus tard, en 1957 [29]. Comme à la fin de la guerre d'Algérie, la réussite des opérations militaires dans les zones rurales – dans ce cas, dans le district de Fort Hall au Kenya – devait encourager un déplacement de l'activité insurgée vers la capitale. Les auxiliaires Kikuyu, appelés « Home Guard », étaient mieux armés et avaient toute liberté pour s'étendre plus loin dans les zones rurales, notamment au sud de Nyari. Pendant ce temps, la police de Nairobi, assistée par des unités de l'armée régulière, débuta l'opération « Ratcatcher », une série de « rafles », afin de débarrasser les trois principaux bidonvilles de Nairobi des sympathisants Mau Mau. Ces actions policières reposaient sur des informateurs pour identifier les suspects : un procédé ouvert à tous les abus.

21 Comme le notèrent les fonctionnaires consulaires français, peu de Britanniques purent converser avec les détenus Kikuyu. Leur dépendance vis-à-vis des traducteurs, des intermédiaires et des informateurs leur fit manquer des opportunités de collecter des informations concernant les prochaines attaques ou encore les caches d'armes [30]. Les assassinats urbains, souvent menés depuis des taxis détournés, se poursuivirent ; de même que le large boycott Mau Mau à l'égard des produits et des services européens [31]. Parallèlement la propagande intense du service colonial d'information, qui attirait l'attentionsur les tueries Mau Mau de leurs propres compatriotes kényans et sur le risque d'écroulement du niveau de vie, manquait sa cible [32].

22 La contre-insurrection rurale et les meurtres de représentants de forces de sécurité s'accélérèrent fin 1953 [33]. Les statistiques officielles firent état de 20 à 50 morts kényans par semaine en moyenne. Pendant ce temps, à Nairobi, les organisateurs Mau Mau imposèrent un boycott des bus qui bouleversa l'économie interne de la capitale. Pour Morand et ses collègues, la solution était simple : il fallait une saturation policière et militaire dans la ville, dans le but de filtrer les suspects rebelles [34]. Dans les faits, Erskine alla même plus loin. Les effectifs policiers furent accrus et un bataillon supplémentaire fut envoyé. Mais la sélection des saisonniers sans travail et des habitants de cités pauvres, dont de nombreux étaient issus de récentes arrivées de Kikuyu, d'Embus et de Meru, fournit un prétexte au programme massif de transferts de population et de détention. Officiellement proposée le 22 février 1954, l'opération « Anvil » fut décrite comme la réponse logique à la croissance incontrôlable de la population de Nairobi et offrit de grandes opportunités de contourner la loi. Les attaques MauMau ne furent pas présentées comme une violence politique, mais comme un crime organisé par un sous-prolétariat paresseux [35]. Le contrôle des mouvements de la population Kikuyu nécessitait une solution drastique de transfert de masse de la population dans des camps de détention, loin des effets corruptifs de la ville, où commençaient les processus de ré-embrigadement et d'intégration sociale. Les contradictions évidentes entre le déni que le mouvement Mau Mau ait des objectifs politiques rationnels et la reconnaissance du besoin d'un « réapprentissage » politique à long terme, ne furent pas reconnues par le commandement d'Erskine. « Anvil », insista-t-il, était une question de loi et d'ordre, pas de lutte politique [36].

23 Quoi qu'il en soit, les résultats furent dramatiques. Lorsque Erskine fut remplacé début 1955, l'insurrection mutait à nouveau [37]. Avec des violences une fois de plus concentrées dans la campagne, le caractère fratricide de la rébellion semblait plus évident. Les détentions de masse annoncées par « Anvil » ouvrirent également la voie à une répression britannique d'une intensité sansprécédent. Le nombre de détenus Mau Mau pendus ou attendant d'être exécutés monta en flèche, passant de plusieurs centaines à des milliers [38]. À partir de 1955, ce furent ce régime légal sévère et des détails plus précis concernant la vie dans les camps de détention qui composèrent de plus en plus les rapports diplomatiques et militaires français sur l'état d'urgence [39].

24 À cet égard, pour obtenir des informations, les Français se reposaient sur la presse britannique et sur les sources parlementaires. Les fonctionnaires coloniaux britanniques, avec qui leurs homologues français (en Afrique occidentale notamment) communiquaient depuis des années, étaient généralement peu intéressés par l'élaboration de positions stratégiques communes contre l'insurrection ou les critiques internationales à l'égard de leurs actions [40]. Il n'en résulta aucun « discours » officiel par lequel le gouvernement français aurait pu recevoir des informations privilégiées à propos des plans politiques britanniques au Kenya. Ce fut donc vers la presse et les autres sources publiques que les diplomates français furent obligés de se tourner. L'ambassadeur à Londres, Jean Chauvel, avisa le ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, d'un article dans The Times, publié le 19 février 1955, qui notait, sans inquiétude apparente, que le nombre d'individus pendus au Kenya pour des délits liés au mouvement Mau Mau ces deux dernières années avait dépassé la barre des 800. Parmi ceux-ci, plus de 250 avaient été condamnés pour meurtre, plus de 300 pour recel d'armes et quelques 200 pour « association avec des terroristes ». Comme le suggéra l'ambassadeur, l'information pouvait être utile aux ministres et diplomates français vivement critiqués par l'ONU à New York pour les actions françaises en Afrique du Nord [41].

25 Cette idée d'exploiter la répression Mau Mau par les Britanniques comme moyen de détourner les attaques contre les actions françaises refit plusieurs fois surface dans les années qui suivirent. Le 25 avril 1956, par exemple, l'ambassade à Londres rapporta les chiffres du Colonial Office fournis en réponse à une question posée à la Chambre des Communes par un membre du Parlement appartenant au Parti travailliste, Fenner Brockway, concernant le nombre total d'exécutions au Kenya. Le Quai d'Orsay envoya ces chiffres officiels – 1 015 exécutions de Mau Mau entre le 20 octobre 1952 et le 31 mars 1956 – à la délégation française à l'ONU, au cas où les actions de la France en Afrique du Nord seraient discutées lors de l'Assemblée générale [42]. L'observation française du mouvement Mau Mau, très similaire à sa façon de traiter la crise chypriote, était devenue une quête pour prendre un avantage politique tactique et dévier les critiques internationales contre la répression coloniale.

Les observations britanniques sur la guerre d'Indochine, 1950-1954

26 Changer de point de vue pour analyser les déclarations britanniques sur les dernières années de la guerre d'Indochine ne revient pas à faire une comparaison point par point. Comme nous l'avons vu, alors que les commentaires français sur le mouvement Mau Mau étaient généralement avisés, ils ne provoquèrent que peu de réactions à Paris. L'Asie du

Sud-Est fut, en revanche, la source d'une inquiétude constante pour les gouvernements britanniques d'après-guerre et l'administration politique de Whitehall à l'étranger. L'Indochine était au cœur de la politique étrangère, à la fois pour le Parti travailliste de Clement Atlee et pour son homologue du Parti conservateur qui lui succéda le 25 octobre 1951 [43].

27 Ces inquiétudes avaient pour origine quatre problématiques principales. Tout d'abord, depuis 1947, c'était en Asie du Sud-Est que le nationalisme anticolonial et les tensions grandissantes dues à la guerre froide se liaient étroitement. Les craintes initiales de l'interférence soviétique dans la région furent éclipsées dans l'esprit britannique par la menace plus proche du communisme chinois lorsqu'il devint évident que les forces de Mao pourraient stabiliser le pouvoir à Pékin [44]. La possibilité que l'expansionnisme régional mené par le Parti communiste chinois (PCC) soutienne les luttes pour la libération nationale menaçait de provoquer un conflit régional plus sévère que la guerre au Moyen-Orient, déclenché par l'ignominieux retrait britannique de Palestine [45].

28 Ce qui le rendit plus intolérable encore fut une seconde considération : l'importance cruciale de la possession britannique de la fédération de Malaisie en Asie du Sud-Est, notamment pour la stabilité de la livre sterling. Lorsqu'une rébellion menée par les communistes éclata en Malaisie en juin 1948, les exportations de matières premières de la colonie étaient la principale source de revenus de l'Empire britannique. Le début de la guerre de Corée, en 1959, augmenta encore la valeur économique que la Malaisie avait pour la Grande-Bretagne. Le prix des matières premières stratégiques monta en flèche. L'excédent du commerce malais s'éleva à 271 millions de dollars en 1950 et à 350 millions de dollars en 1952, alors que la demande internationale pour le caoutchouc et l'étain malais devenait insatiable [46]. Mais la Malaisie était aux prises avec une rébellion majeure. La possibilité que le conflit qui avait éclaté en Indochine puisse alimenter l'insurrection communiste en Malaisie fut, pour dire les choses avec modération, mal accueillie à Londres, si bien que les décisionnaires coloniaux choisirent de transférer le pouvoir à un régime malais pro-britannique [47].

29 À partir de fin 1948, le Joint Intelligence Committee (JIC), le plus ancienne structure de renseignement en Grande-Bretagne, reçut des rapports réguliers concernant l'impact des violences coloniales en Indochine sur le développement de la situation en Malaisie. Ces rapports venaient de deux sources : la section d'Extrême-Orient du JIC et du Service de sécurité malais (MSS). Le JIC d'Extrême-Orient distilla à son tour les informations des attachés militaires, consuls et commandants britanniques dans lespays concernés et relaya les renseignements réunis par le Secret Intelligence Service en Chine et en Asie du Sud-Est. Il eut également accès aux renseignements économiques et politiques régionaux établis par les services de renseignements britannique et australien à Singapour [48].

30 L'interprétation historique dominante de la « victoire » britannique dans la contre-insurrection en Malaisie estime que ce fut seulement après le meurtre du haut-commissaire Guerney, en octobre 1951 – un événement qui coïncida presque avec la fin des succès militaires français du général de Lattre de Tassigny au Tonkin– qu'une déconnexion apparut entre l'avancée britannique en Malaisieet les déboires français au Viêt-nam. Ce point de vue obscurcit l'étendue des problèmes que les Britanniques devaient encore affronter et, paradoxalement, ignore la discrète stratégie britannique menée dans les 18 premiers mois de la crise en Malaisie [49].

31 La crise en Malaisie posait aussi la question du futur incertain de la large présence stratégique britannique dans la région Asie-Pacifique. Même si l'Indochine tombait aux mains du Viêt-minh, une invasion terrestre de la Malaisie par les forces de la Chine communiste était hautement improbable. Les chefs d'état-major britanniques estimaient que leurs forces pourraient tenir la « position de Songkhla », qui protégeait les communications intérieures de la péninsule malaise, étant donné que le régime thaï restait solidement anti-communiste [50]. Mais le défaut de la stratégie britannique était cependant tout à fait clair. La confiance australasienne en la Grande-Bretagne en tant que protecteur lointain ne s'était jamais remise du choc de la guerre du Pacifique. Dès 1953, le gouvernement de Camberra en particulier chercha à s'abriter sous le parapluie sécuritaire des États-Unis. Avec la victoire de Mao, la ville britannique de Hong-Kong – que le gouvernement d'Atlee avait sensiblement décrit comme « le Berlin oriental » – sembla exposé de manière alarmante [51]. La Birmanie, indépendante depuis peu, était un autre pays où la Chine pouvait « pêcher en eau trouble », alimentant la possibilité d'une guerre civile birmane [52]. Et l'espoir d'une coopération politique avec l'Inde, qui s'effaçait déjà, diminuerait d'autant plus si l'Asie du Sud-Est devenait une zone d'influence communiste [53]. Ceci nous amène au quatrième et dernier facteur d'appréciation stratégique britannique de l'Indochine qui, bien qu'intangible, était important : sa sympathie pour la France, un pouvoir impérial proche en proie à une guerre d'indépendance.

32 Si la sympathie était générale, en 1950, les opinions concernant les espoirs français révélèrent de profondes divisions entre les observateurs et spécialistes britanniques à Londres, Singapour et Saigon. Les arguments évoquaient trois problématiques principales. La première concernait la solution « Bao Dai » et la viabilité du régime du Viêt-nam du Sud en général. Une autre concernait la condition et l'engagement des forces militaires françaises déployées en Indochine [54]. À celle-ci était liée la troisième question : la volonté américaine de soutenir l'effort de guerre français. En d'autres termes, les évaluations stratégiques britanniques de la guerre d'Indochine se concentraient sur les capacités d'un côté uniquement. Il fut de plus en plus considérépour acquis que le Viêt-minh, ayant récemment signé une alliance avec la Chine, deviendrait significativement plus puissant le temps passant [55]. Il y eut peu de discussions à Londres sur les tensions continuelles dans les relations sino-vietnamiennes, et moins encore sur les divisions internes du Viêt-minh.

33 Réexaminant les premiers mois de gouvernement de Bao Dai en février 1950, Frank Gibbs, le consul britannique à Saigon, félicita les efforts combinés du haut-commissaire Léon Pignon et de Bao Dai pour bâtir un gouvernement de coalition viable. L'impasse politique de Saigon, insista Gibbs, provenait d'une lacune à Paris après la chute du gouvernement d'Henri Queuille, au début des années 1950. Bao Dai fut la victime de la politique française et non pas un mauvais choix en tant que leader national présumé [56]. Les fonctionnaires des ministères des Affaires étrangèreset coloniales en étaient moins certains. Il y avait un consensus parmi les employés britanniques des renseignements, les agences gouvernementales, les comités consultatifs et les ministres : le Viêt-minh pouvait obtenir des ressources sans précédent de ravitaillement pour étendre la guerre alors que la capacité française à répondre efficacement dépendait inconfortablement des États-Unis.

34 C'étaient ces présomptions qui habitaient la délégation britannique des Affaires étrangères qui se rendit à Washington, en septembre 1950, pour parler de la stratégie en Asie du Sud-Est avec ses homologues américains et français. À la fois le Foreign Office et

les chefs d'état-major britanniques furent gratifiés de l'assurance de Dean Acheson d'une aide matérielle pour les efforts de guerre français [57]. Mais personne ne pensait que cela permettrait au conflit de tourner en faveur de la France. Moins de deux mois plus tard, en novembre 1950, les chefs de serviceconsultèrent les autorités britanniques à Singapour et le commandement de l'armée malaise au sujet des équipements anglo-américains supplémentaires pour la Thaïlande et la Birmanie, qui pourraient être nécessaires en cas d'une victoire du Viêt-minh.

35 À nouveau, le pessimisme dominait. On attendait des Birmans qu'ils adoptent une position neutre et des Thaïs qu'ils demandent de meilleures garanties anglo-américaines. En d'autres mots, la Grande-Bretagne serait probablement rejetée par son ancienne colonie et forcée à aider la Thaïlande alors que la Malaisie consommait la plupart de ses ressources militaires disponibles. Inévitablement, ses yeux se tournèrent vers Washington. Une prise de pouvoir communiste sur l'Indochine semblait maintenant imminente, à moins que la quantité d'aide militaire américaine pour la France ne fût nettement augmentée [58]. Le JIC marqua son accord. Le comité avisa le cabinet d'Atlee en novembre 1950 qu'il manquait à la force expéditionnaire française « *la volonté de gagner* ». Le Tonkin septentrional, pensait-il, était irrémédiablement perdu au profit des forces Viêt-minh. Leur combativité ne pouvait que s'accroître car le flot d'instructeurs militaires chinois, d'armements et d'équipements de communication s'accélérait [59]. La force de frappe mobile des bataillons Viêt-minh Chu Lac était plus importante et attaqua les redoutes françaises dans la région de Hanoi. En outre, les Français étaient « *presque universellement impopulaires* » parmi les Vietnamiens. L'autonomie promise durant la conférence de Pau quelques semaines auparavant était en deçà de l'engagement d'une indépendance complète, nécessaire pour convaincre la population du Viêt-nam qu'il y avait une meilleure alternative au Viêt-minh [60].

36 Le trafic diplomatique habituel et la couverture par la presse britannique de la scène politique française donnèrent du poids à ces accords lugubres. Lors du débat parlementaire sur le « désastre » de Cao Bang, le leader du Parti radical, Pierre Mendès France lança une attaque cinglante à l'égard de la politique française, sur la futilité du conflit en Indochine et sur son coût exorbitant en matériel et en vies humaines. Pourquoi compromettre le pouvoir français en Europe pour le bénéfice douteux de maintenir une présence en Extrême-Orient ? [61] Cela faisait des mois que les ministres et les officiels britanniques posaient les mêmes questions. Sir Oliver Harvey, l'ambassadeur britannique à Paris, décrivit l'ambiance début 1951 : « *De temps à autre, et de la part de quelques personnes responsables... on suggère que la France devrait retirer ses troupes, qui sont nécessaires en Europe, et abandonner l'Indochine à son destin. Si la France devait mener seule ce qui semble être une bataille sans espoir et sans fin, le désir de jeter l'éponge gagnerait certainement en force. Pourtant conscient, le gouvernement a réussi à convaincre le Parlement et le pays qu'en Indochine, la France fait une contribution utile et nécessaire dans la guerre universelle, mais qu'il incombe aux alliés de la France de lui accorder le mérite qui lui est dû pour ce qu'elle fait et de l'aider autant que possible*. » [62]

37 Les sondages d'opinion en France ajoutèrent aux inquiétudes britanniques concernant « la bataille sans fin », indiquant des changements inquiétants dans l'attitude métropolitaine vis-à-vis de la guerre d'Indochine. Une proportion croissante d'électeurs français avait « abandonné » le sujet, ignorant la couverture médiatique des événements au Viêt-nam. Toujours puissante dans la politique vietnamienne, la population de colons français était toutefois trop petite pour avoir un impact émotionnel sur l'opinion

française par rapport à celle, bien plus importante, d'Afrique du Nord. Pourtant, parmi les partis majeurs en France, seul le PCF proposa une ligne anti-guerre claire. Mais l'acception communiste de l'anticolonialisme fut un problème car il était difficile pour les autres partis anti-communistes de suivre son sillage. Les socialistes restèrent totalement pris entre leur engagement rhétorique à une solution négociée, leur réticence à admettre que cela signifiait un dialogue avec les Viêt-minh et leurappui en faveur d'une présence militaire française continue. Le MRP, le parti le plus immergé dans la guerre, souhaitait toujours soutenir de larges opérations militaires sans plan politique cohérent à long terme pour les accompagner. Et le RPF gaulliste, hostile au système constitutionnel français, fustigea tous les partis au pouvoir pour leur incapacité à offrir une alternative claire [63]. Rien n'éveillait davantage l'impatience britannique que la complexité des partis politiques français.

38 Ironiquement, la crise politique française, qui se préparait sur fond de guerre d'Indochine fin 1950, diminua brièvement l'année suivante. La nomination du général Jean de Lattre de Tassigny en tant que commandant civil et militaire après la défaite de Cao Bang fut perçue comme un choix avisé, mais Londres regretta qu'elle fût si faible et si tardive. La réussite de De Lattre à stopper l'offensive Viêt-minh en 1951 au Tonkin fut une surprise. Les rapports indiquant que les Français pourraient garder un contrôle à long terme sur Hanoi furent accueillis avec stupéfaction. L'attention britannique se pencha rapidement vers le sud, sur l'autre élément clé de la stratégie de De Lattre : la vietnamisation de l'effort de guerre français [64]. Les victoires de De Lattre, écourtées à cause de son cancer incurable, ont perduré sur au moins deux points. Tout d'abord en septembre 1951, elles favorisèrent les promesses américaines d'aide supplémentaire pour les forces de l'armée nationale vietnamienne [65]. De plus, elles convainquirent les sceptiques du gouvernement français, notamment le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, de favoriser un engagement américain plus important lors des offensives renouvelées contre les Viêt-minh [66].

39 L'élan militaire développé en 1951, la miraculeuse « année de Lattre », se dissipa en 1952. Aucun des successeurs de De Lattre, les généraux Raoul Salan et Henri Navarre, ne put rivaliser avec ce succès. Les autorités françaises ne parvinrent pas plus à soutenir la consolidation de l'armée nationale vietnamienne, dont le succès était crucial pour la survie du régime de Bao Dai. La « vietnamisation » de la guerre continua à un rythme moins soutenu, mais la conduite des opérations complexes reposait toujours sur les épaules du corps expéditionnaire français [67]. De leur côté, les observateurs britanniques considéraient les États associés comme des satellites néocoloniaux. Et leurs doutes furent confirmés par la décision abrupte du gouvernement de René Mayer de dévaluer la monnaie vietnamienne en mai 1953, ce qui ébranla les trois gouvernements des États associés. Furieux de cette action si autoritaire, le prince Sihanoukprit l'initiative et demanda en novembre 1953 une garantie sur l'indépendance totale du Cambodge.

40 Après cela, le climat politique à Paris fut très différent. Les inquiétudes liées à la guerre étaient désormais évidentes dans les partis qui y étaient auparavant favorables, le MRP essentiellement. Le RPF gaulliste, les socialistes et les communistes furent de plus en plus véhéments dans leurs critiques contre la politique menée en Indochine, tout en ayant des perspectives idéologiques très différentes [68]. L'opposition du public au conflit fut plus retentissante encore. Les militants pour les droits de l'homme, les intellectuels, les groupes de jeunesse chrétienne et les journalistes libéraux, particulièrement dans la presse catholique, Le Monde et l'hebdomadaire récemment créé L'Express, firent pression

contre la guerre [69]. Le gouvernement républicain de Dwight D. Eisenhower fit également pression sur le nouveau gouvernement français dirigé par Joseph Laniel pour redoubler l'engagement de la France dans la guerre tandis que, dans le même temps, était concédée une indépendance réelle aux gouvernementsde Phnom Penh, Luang Prabang et Saigon. Les observateurs militaires britanniques anticipèrent l'irritation grandissante de Washington et du conseil de l'OTAN contre les ressources militaires françaises consacrées à l'Indochine [70]. À une époque où la France était également sous pression américaine pour ratifier le projet de Communauté européenne de défense, obéir aux demandes de Washington sans perdre le contrôle de la direction stratégique de la guerre devenait impossible [71].

41 Dans le même temps, les renseignements britanniques concernant la position vietnamienne, bien que moins précis, étaient globalement corrects. Les fonctionnaires consulaires étaient conscients des affrontements idéologiques au sein du gouvernement d'Hanoi sur la direction de la guerre, mais ils les jugèrent systématiquement secondaires par rapport au factionnalisme apparemment endémique à la politique sud-vietnamienne. Hanoi, sembla-t-il, était capable de stratégie à long terme contrairement à Saigon [72]. Avec Hô Chi Minh toujours président et Truong Chinh comme secrétaire général, les communistes vietnamiens, renommés depuis février 1951 « Parti des travailleurs du Viêt-nam » (PTV ou Dang Lao dong Viet Nam), se consacraient désormais ouvertement à la poursuite de la guerre avec une trame marxiste-léniniste qui donnait priorité à l'éviction de la France plutôt qu'à la transformation révolutionnaire de la campagne vietnamienne [73]. Ceci dit, le PTV affina sa gestion agraire des zones libérées. Grâce à une campagne de propagande réussie, le PTV rendit public qu'il « *suspendrait* » la distribution des terres collectives aux paysans qui avaient servi Bao Dai. Parallèlement, la tentative de l'empereur de gagner la loyauté de recrues potentielles via une série de réformes sur la terre en 1953 fut ébranlée par la force d'opposition qu'il rencontra chez les propriétaires terriens vietnamiens le long du Fleuve rouge et dans le delta du Mekong [74].

42 Les commandants Viêt-minh et leurs conseillers militaires chinois avaient appris de l'échec de leurs offensives de 1951. Ils reprirent une guérilla moins coûteuse le long de frontières floues. Les réserves de fournitures militaires chinoises étaient stockées dans des régions reculées, prêtes pour un assaut plus conséquent. Le Politburo du PTV se mit d'accord avec le gouvernement de Pékin sur la priorité qui était de sécuriser le Nord-Ouest du Viêt-nam et le Nord du Laos comme prélude à une attaque prochaine contre le delta du Fleuve rouge. En conséquence, après une série d'avancées vers le sud depuis leur bastion de Viet Bac, les troupes de Giap entamèrent la campagne de Sam Neua dans le Nord du Laos, fin mars 1953. Au moment de l'armistice coréen le 27 juillet 1953, des mois avant le drame de Diên Biên Phu, à Whitehall on pensait déjà que le Viêt-minh était en position de force [75].

43 L'opinion des spécialistes britanniques se durcit courant 1953. Côté diplomatique, les conseillers du Foreign Office et les diplomates à Paris et sur le terrain, au Viêt-nam, estimaient que la France était désormais irrémédiablement divisée sur le sujet de la guerre [76]. Côté militaire, on se demandait si la France pourrait ou non maintenir ses positions défensives d'alors ou bien si elle allait se battre tout en se retirant [77] ? Côté politique, le gouvernement conservateur de Winston Churchill était encore plus méprisant vis-à-vis de la coalition des partis de la IVe République. Les Britanniques pensaient que cela conduirait à une paralysie politique, qui allait se traduire par une résolution maussade de se battre pour une récompense peu tangible.

Conclusion : quelles leçons tirer ?

44 Qu'importent les critères utilisés – l'échelle, la durée, les pertes ou les conséquences –, les impacts de la violence au Kenya sur le Royaume-Uni n'avaient rien à voir avec ceux de la guerre d'Indochine sur la France. Il y a cependant quelques points que l'on peut comparer. Tout d'abord, nous devrions nous rappeler qu'il est spécieux de mesurer les désordres coloniaux en terme de quantité de sang versé. Le mouvement Mau Mau a sans doute causé moins de morts que la guerre de masse en Indochine, mais il fut socialement désastreux pour le Kenya. Il mit en exergue l'hypocrisie des volontés de réforme britanniques en Afrique de l'Est. Et le recours à la réimplantation de la population, à la détention de masse, pour ne pas parler de l'exécution de presque 2 000 insurgés, montrait que l'instrument sécuritaire de l'État colonial britannique pouvait être assez répressif jusqu'à devenir criminel. La dépendance vis-à-vis des forces auxiliaires locales, qui poursuivaient leurs propres intérêts aux dépens des préférences britanniques, ne fit que confirmer ce point. Mais les plus larges intérêts stratégiques britanniques furent seulement légèrement touchés par le mouvement Mau Mau. Ni les forces armées britanniques, ni la politique ou la société britanniques ne s'y engagèrent véritablement. Les observateurs français à Nairobi et à Londres le reconnurent. De même, les stratèges français jugèrent du faible intérêt porté aux événements kényans par les politiciens et le haut commandement britanniques.

45 La guerre d'Indochine était d'une autre nature. Elle fut un énorme revers stratégique, un facteur majeur de divisions politiques culturelles au sein de la IVe République, et une source d'antagonisme civilo-militaire durable. Il est alors à peine surprenant que la quantité de rapports diplomatiques coloniaux et militaires britanniques générés par les événements en Indochine surpasse celle établie par les diplomates, attachés et autres bureaucrates français lors du mouvement Mau Mau. Et ce même si, les préoccupations étaient presque similaires dans chacun des cas. Cela débuta par des comptes rendus de situation, basés sur le regroupement de renseignements militaires et politiques au niveau local et devint, avec le temps, des rapports portant des appréciations stratégiques plus vastes sur les choix militaires, les perspectives politiques et les conséquences à long terme de la défaite coloniale. De la même manière, dans l'appréciation française du mouvement Mau Mau et dans les évaluations britanniques du conflit en Indochine, l'attention se porta de plus en plus vers les répercussions intérieures de la répression coloniale. Dans le cas du Kenya, le traitement violent des prisonniers Mau Mau par les autorités britanniques ont occasionné plus de commentaires français que n'importe quel autre aspect local de l'insurrection. Dans le cas de l'Indochine, les observateurs britanniques s'étaient également préoccupés, dès 1952, des effets probables d'une éventuelle défaite en Indochine sur la réputation internationale de la France, sa relation avec ses principaux alliés et la cohérence de sa démocratie d'après-guerre. Observer les erreurs politiques d'un partenaire n'était pas seulement une façon d'évaluer la détérioration d'un empire voisin, mais aussi l'état d'un allié européen proche.

NOTES

1. Une exception importante : celle de l'ouvrage de Philip Mark Bradley et Marilyn B. Young (dir.), *Making Sense of the Vietnam Wars: Local, national, and Transnational Perspectives*, New York, Oxford University Press, 2008.

2. LAZREG (Marnia), *Torture and the Twilight of Empire: From Algiers to Baghdad*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2008, chap. 7 et 10 ; Master (Neil), "Torture : From Algiers to Abu Ghraib", *Race and Class*, 46:2, 2004, p.1-21.

3. EVANS (Martin), *The Memory of Resistance. French Opposition to the Algerian War (1954-1962)*, Oxford, Berg, 1997 ; COHEN (William B.), "The Sudden Memory of Torture : The Algerian War in French Discourse, 2000-2001", *French Politics, Culture and Society*, 19:3, 2001, p. 82-94 ; HOUSE (Jim) and MACMASTER (Neil), "Une journée portée disparue" The Paris Massacre of 1961 and Memory, in Kenneth Mouré et Martin S. Alexander (dir.), *Crisis and Renewal in Twentieth Century France*, Oxford, Berghahn, 2001, p. 267-290 ; COLE (Joshua), "Massacres and their Histories : Recent Histories of State Violence in France and Algeria in the Twentieth Century", *French Politics, Culture, and Society*, 28:1, 2010, p. 106-126.

4. PRUDEN (Caroline), Conditional Partners: Eisenhower, the United States, and the Search for a Permanent Peace, Baton Rouge (LA), Louisiana State University Press, 1998 ; THOMAS (Martin), "France Accused: French North Africa before the United Nations, 1952-1962", Contemporary European History, 10 :1, 2001, p. 91-121.

5. PAPASTAMKOU (Sofia), « France-Égypte-Israël : Un triangle impossible, 1954-1956 », *Meria : Journal d'étude des relations internationales au Moyen-Orient*, 3:1, mars 2008, art. 6 ; KENT (John), *British Imperial Strategy an the Origins of the Cold War*, Leicester, Leicester University Press, 1993 ; HAHN (Peter), *The United States, Great Britain, and Egypt, 1945-1956: Stratey and Diplomacy in the Early Cold War*, Chapel Hill (N.C.), University of North Carolina Press, 2001.

6. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, Administration de la colonie, répression du mouvement Mau Mau, 1953-1959, no 12/AL, A. Beaudouin, consul général français de Nairobi à la direction Afrique-Levant, 13 janvier 1953 : « Le procès de Jomo Kenyatta ». Bien qu'il fût prouvé qu'un témoin clé avait menti à la cour, Kenyatta fut finalement condamné à sept années de travaux forcés.

7. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, administration de la colonie, répression du mouvement Mau Mau, 1953-1959, no 12/AL, A. Beaudouin, consul général français de Nairobi à la direction Afrique-Levant, 13 janvier 1953.

8. "Murder raid in Kenya", *The Times*, 26 janvier 1953. Sept hommes kikuyu furent condamnés à mort en juillet 1953 pour le meurtre de Michael et Esmee Ruck, de leur fils de six ans et de leur domestique, cf. : "70 Mau Mau killed in week", *The Times*, 17 juillet 1953.

9. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3, *op.cit*, n° 97/AL, A.G. Morand, consul général à Nairobi, « A/S Situation au Kenya ».

10. BERMAN (Bruce), *Control and Crisis in Colonial Kenya. The Dialectic of Domination*, Londres, James Currey, 1990, p. 349 ; BRANCH (Daniel), *Defeating Mau Mau, Creating Kenya. Counterinsurgency, Civil War, and Decolonization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, chap. 1-4.

11. ANDERSON (David), *Histories of the Hanged: Britain's Dirty War in Kenya and the End of Empire*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005, ch. 4 ; KYLE (Keith), *The Politics of the Independence of Kenya*, Basingstoke, Macmillan, 1999, p. 60.

12. BERMAN, *Control and Crisis*, p. 362-363 ; ELKINS (Caroline), "Detention, Rehabilitation and the Destruction of Kikuyu Society", in Atieno Odhiambo and John Lonsdale (dir.), Mau *Mau and Nationhood, London, James Currey*, 2003, p. 192-194.

13. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, no 97/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 31 mars 1953, « A/S situation au Kenya ».

14. *Idem*.

15. *Idem*.

16. Avec un malin plaisir, le gouvernement de Nairobi cita la consolidation des bandes Mau Mau en groupes plus importants comme la preuve qu'ils faisaient face à une pression plus grande des forces de sécurité. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3, no 132/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 30 avril 1953, « A/S situation au Kenya pendant le mois d'Avril 1953 ».

17. *Ibid.*, no 154/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 19 mai 1953. « A/S situation au Kenya au cours de la première quinzaine de mai ».

18. *Ibid.*, no 132/AL, Morand au ministre des Affaires étrangères, 30 avril 1953.

19. *British Documents on the End of Empire* (BDEEP), série A, vol. 3, partie II : Politics and Administration; GOLDSWORTHY (David) (dir.), *The Conservative Government and the End of Empire*, Londres, HMSO, 1994, doc. 286.

20. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, no 154/AL, Morand au ministre des Affaires étrangères, 19 mai 1953. « A/S situation au Kenya au cours de la première quinzaine de mai ».

21. ANDERSON, *Histories of the Hanged*, ch. 7, surtout p. 297-306 ; ELKINS (Caroline), *Britain's Gulag: The Brutal End of Empire in Kenya*, Londres, Pimlico, 2005, ch. 6.

22. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3, no 132/AL, Morand au ministre des Affaires étrangères, 30 avril 1953.

23. *Ibid.*, no 3510, État-major combiné des forces armées, Note pour le commandement en chef désigné de la zone stratégique de l'océan Indien, vice-amiral Barjot, 15 juillet 1953.

24. *Ibid.*, p. 2.

25. BDEEP, série A, vol. 3 : Part I : International Relations, doc. 70, Lettre de C.J.M. Alport à sir W. Churchill, « Defence of East Africa », 29 juillet 1954.

26. KERSHAW (Greet), *Mau Mau from Below*, Oxford, James Currey, 1997, p. 237-241 ; Branch, Defeating Mau Mau; Berman, Control and Crisis, p. 357-367.

27. LONSDALE (John), "Authority, Gender and Violence. The War within Mau Mau's Fight for land and Freedom", dans Odhiambo et Lonsdale, Mau Mau and Nationhood 52-70 ; Furedi (Frank), The Mau Mau War in Perspective, Oxford, James Currey, 1989, p. 139-143, p. 162-163.

28. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, no 171/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 16 juin 1953. « A/S situation au Kenya au cours du mois de mai et de la première quinzaine de juin ».

29. *Ibid.*, no 241/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 17 septembre 1953. « A/S situation au Kenya au cours des mois de juillet et d'août ».

30. La résistance des prisonniers aux interrogatoires est étudiée dans Derek R., Peterson "The Intellectual Lives of Mau Mau Detainees", *Journal of African History*, 49:1, 2008, p. 73-91.

31. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est Africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, no 257/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 28 septembre 1953. « A/S événements au Kenya au cours du mois de septembre ».

32. Ibid., no 221/ AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 12 août 1953 : Pamphlet du service d'informations au Kenya, écrit en swahili, « Mau Mau ».

33. Ibid., no 333/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 20 novembre 1953. « A/S situation au Kenya ».

34. Ibid., no 47 & 61, Morand à Direction Afrique-Levant, 18 & 23 février 1954.

35. The National Archives (TNA), Londres, CO 822/796. "Operation Anvil, Outline Plan by Joint Commanders", Nairobi, 22 février 1954.
36. TNA, CO 1066/16: Operation "Anvil", Operation "Scaramouche" and camp visits, 1954-1955.
37. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est Africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, no 44/AL, Morand à Direction Afrique-Levant, 28 janvier 1955. « A/S la situation au Kenya ».
38. Bodleian Library, Oxford, Barbara Castle papers, MS Castle 245, "Justice in Kenya", The New Statesman and Nation, 17 décembre 1955.
39. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est Africain britannique, 1953-1959, dossier 3, consulat de Nairobi, « Exécutions pour crimes et délits pendant l'état d'urgence », sans date, mais janvier 1955.
40. BDEEP, série A, vol. 3 : Part I : International Relations, doc. 119, compte rendu de H.T. Bourdillon, "Differences between British and French colonial policies", 21 avril 1954.
41. MAE, série Afrique-Levant, sous-série : Nord-Est Africain britannique, 1953-1959, dossier 3 : Kenya, L'ambassadeur français à Londres à Antoine Pinay, 26 février 1955. « A/S pendaisons au Kenya ».
42. *Ibid.*, no 948/AL, de l'ambassadeur français à Londres à Albert Gazier, ministre des Affaires sociales, 18 mai 1956. « A/S répression du terrorisme au Kenya ».
43. LAWRENCE (Mark A.), "Transnational coalition-building and the making of the Cold War in Indochina, 1947-1949", Diplomatic History, 26:3, 2002, p. 455-460; idem., Assuming the Burden : Europe and the American Commitment to War in Vietnam, Berkeley University of California Press, 2005.
44. National Archives of Australia (NAA), CRS, série A1838/278, item 463/6/3, copie du mémo de lord Killearn (Singapour) à Attlee, "Soviet activities in South East Asia", 18 décembre 1946.
45. TNA, CAB 158/6, JIC(49)33, rapport JIC, "Communist influence in the Far East", 29 avril 1949 ; Ravndal (Ellen Jenny), "Exit Britain : British Withdrawal From the Palestine Mandate in the Early Cold War, 1947-1948", Diplomacy & Statecraft, 21: 3, 2010, p. 416-433.
46. STOCKWELL, "British Imperial Policy and Decolonization in Malaya", p. 78.
47. *British Documents on the End of Empire* (BDEEP), éditeur général, S. R. Ashton, série B, vol. 3 : Malaya, Part II : The Communist Insurrection 1948-1953 (puis Malaya II), ed. A. J. Stockwell, Londres, HMSO, 1995, doc. 153, "The situation in Malaya", mémo par le secrétaire colonial Arthur Creech Jones, 1er juillet 1948 ; WHITE (Nicholas J), "Capitalism and Counter-insurgency ? Business and Government in the Malayan Emergency, 1948-57", *Modern Asian Studies*, 32:1, 1998, p. 149-177.
48. TNA, CAB 158/7, JIC (49) 59/annexe I : "Intelligence organization in the Far East", 1949.
49. HACK (Karl), "The Malayan Emergency as Counter-Insurgency Paradigm", *Journal of Strategic Studies*, 32:3, 2009, p. 383-414 ; BENNETT (Huw), "A very salutary effect : The Counter-Terror Strategy in the Early Malayan Emergency, between June 1948 and December 1949", *Journal of Strategic Studies*, 32:3, 2009, p. 415-444.
50. TNA, CAB 158/1, JIC (47)12, rapport JIC, "Role of the colonies in war", 6 avril 1947; Hack, "South East Asia and British strategy", p. 309 et p. 324-325.
51. TNA, CAB 158/7, JIC(49)44, rapport JIC, "Situation in South China", 11 mai 1949 ; JIC(49)5 à JIC (49) 13, compte rendu de la menace pesant sur Hong-Kong, de juillet à novembre 1949 ; Louis (Wm. Roger), "Hong Kong: the critical phase, 1945-1949", *American Historical Review*, 102, octobre 1997, p. 1072-1082.
52. TNA, CO 537/5658 : Resistance to Communism in South East Asia, tel. 847, du général pour le Royaume-Uni en Asie du Sud-Est au Foreign Office, département Asie du Sud-Est.
53. SINGH (Anita Inder), *The Limits of British Influence. South Asia and the Anglo-American Relationship, 1947-1956*, Londres, Pinter, 1993, ch. 2 ; et "Keeping India in the Commonwealth : British political and military aims, 1947-1949", *Journal of Contemporary History*, 20:3, 1985, p. 469-481 ; "Post-imperial attitudes to India: the military aspect, 1947-1951", Round Table, 295, 1985, p. 360-375.

54. TNA, FO 371/98248, WF1206/2, brigadier Macnab, attaché militaire, Paris, "Lack of Public Admiration and Respect for the French Army", 2 décembre 1950.
55. L'étendue de l'aide chinoise au Viêt-minh en 1950 est étudiée par Zhai Qiang, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000 ; JIAN (Chen), *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, ch. 5.
56. TNA, FO 371/83592, F1011/1, Gibbs (Frank) à FO, "French Indo-China: annual review for 1949", envoyé le 28 février 1950.
57. TNA, CO 537/5658, note du FO pour la rencontre tripartite des ministres des Affaires étrangères, 1er septembre 1950.
58. Ibid., tel. 847, commission générale, Asie du Sud-Est, au Foreign Office, département du Sud-Est asiatique, 2 novembre 1950.
59. Les Chinois écartèrent l'idée d'envoyer des troupes à moins que les Viêt-minh ne se trouvent face à une défaite imminente, cf. Eva-Maria Stolberg, "Vietnam and the Sino-Soviet Struggle for Ideological Supremacy", in Andreas W. Daum, Lloyd C. Gardner, and Wilfried Mausbach (eds), *America, the Vietnam War, and the World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 240-242.
60. TNA, CAB 158/11, JIC (50) 94, "Threat to the French position in Indochina", 9 novembre 1950.
61. MENDÈS FRANCE (Pierre), *Œuvres Complètes*, tome 2 : Une Politique de l'économie 1943-1954, Paris, Gallimard, 1985, 297-303.
62. TNA, FO 371/96035, WF1011/1, Harvey à Ernest Bevin, 8 janvier 1951.
63. RIOUX (Jean-Pierre), « Varus, qu'as-tu fait de mes légions ? », dans Maurice Vaïsse (dir.), *L'Armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Éditions Complexe, 2000, p. 21-31.
64. Pour le contexte, voir : CLAYTON (Anthony), *Three Marshals of France: Leadership after Trauma*, London, Brasseys, 1992 ; ZERVOUDAKIS (Alexander), "Nihil mirare, nihil contemptare, omnia intelligere : Franco-Vietnamese Intelligence in Indochina, 1950-1954", in Martin S. Alexander (dir.), *Knowing your Friends. Intelligence inside Alliances and Coalitions from 1914 to the Cold War*, Londres, Frank Cass, 1998, p. 195-229.
65. MICHEL (Marc), « De Lattre et les débuts de l'américanisation de la guerre d'Indochine », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 77, 1985, p. 321-323.
66. AN, 363 AP, papiers René Mayer, boîte 28, lettre de Robert Schuman à Dean Acheson, 25 août 1951.
67. TNA, FO 371/107446, WF1071/22, René Massigli au ministre Selwyn Lloyd, 'Confidential note on the French effort in Indochina,' 16 mai 1953.
68. TNA, FO 371/107499, WF1011/1, ambassade à Paris, "Annual Review for France, 1952", 21 janvier 1953, p. 3-4.
69. RIOUX, *The Fourth Republic*, p. 211.
70. TNA, FO 371/107465, WF1201/2, Attaché militaire, Paris, "Annual Report on the French Army for 1952", 7 mai 1953.
71. STATLER (Kathryn C.), *Replacing France: the Origins of American Intervention in Vietnam*, Lexington, University of Kentucky Press, 2007, p. 66-69.
72. TNA, FO 371/106751, FF10112/10/53, rapport du consulat de Saigon au Foreign Office, département du Sud-Est asiatique, 7 avril 1953.
73. DUIKER (William J.), *The Communist Road to Power in Vietnam*, 2e édition, Boulder, CO, Westview, 1996, p. 148-149.
74. LOCKHART (Greg), *Nation in Arms. The Origins of the People's Army of Vietnam*, Londres, Allen and Unwin, 1989, 254, no 123.
75. JIAN, "China and the First Indo-China War", p. 97-99.
76. TNA, FO 371/106751, FF10725/66/33, Anthony Rumbold, Paris, à John Tahourdin, Foreign Office, département du Sud-Est asiatique, 27 mars 1953.

77. TNA, FO 371/112774, WF1019/1/54, rapport de l'ambassade à Paris sur la France pour 1953, 30 janvier 1954.

RÉSUMÉS

La première partie de cet article étudie les rapports officiels français concernant la rébellion Mau Mau au Kenya. La seconde partie remonte le temps et s'intéresse à l'analyse britannique des dernières années du conflit en Indochine, entre la France et le Viêt-minh. L'observation des dilemmes sécuritaires de pouvoirs impériaux semblables devint plus importante alors que les problèmes coloniaux français et britanniques se multipliaient au début des années 1950. Les solutions politiques, les méthodes et stratégies militaires appliquées dans les territoires britanniques offrirent des solutions aux administrations coloniales françaises et vice-versa. Mais il y eut d'autres aspects, plus négatifs, à cette observation mutuelle. Assistant et écrivant sur la guerre qui s'intensifiait en Indochine, les attachés militaires britanniques, les diplomates et les autres visiteurs officiels trouvèrent parfois leurs préjugés renforcés. Les « succès » de la contre-insurrection en Malaisie, alors dirigée par les Britanniques, furent souvent comparés aux « échecs » de la stratégie militaire française. De la même manière, il y eut une satisfaction moqueuse dans certains rapports français au Kenya, lorsque le soulèvement Mau Mau eut lieu au printemps 1952. Pourtant, ces jalousies étaient insignifiantes rapportées au sentiment irrésistible que la crise impériale était un phénomène générique et global.

The first part of this article will examine French official reportage of the Mau Mau rebellion in Kenya. The second part turns back the clock and changes the perspective by focusing on equivalent British analysis of the final years of Franco-Vietminh conflict in Indochina. Observing the security dilemmas of their fellow imperial powers became more important as French and British colonial problems multiplied in the early 1950s. The political solutions, military methods and policing applied in British territory offered alternatives for French colonial administrations and vice versa. But there were other, more negative aspects to such reciprocal observation. Witnessing and reporting on the escalating war in Indochina, British military attachés, diplomats and other official visitors sometimes found their existing prejudices reinforced. The 'successes' of counter-insurgency in British-ruled Malaya were frequently contrasted with the 'failures' of French military strategy. Equally, there was a wry satisfaction in some of the French reportage from Kenya once the Mau Mau uprising erupted over the spring of 1952. Yet these petty jealousies paled in comparison to the overwhelming sense that the crisis of empire was a generic, global phenomenon.

INDEX

Mots-clés : décolonisation, Grande-Bretagne, relations internationales

AUTEURS

MARTIN THOMAS

Professeur d'histoire coloniale, il est aussi directeur du Centre de recherche en histoire militaire, de l'État et de la société à l'université d'Exeter. Il a récemment publié : *Empires of Intelligence : Security Services and Colonial Control after 1914* (Berkeley: University of California Press, 2007). Il est aussi co-auteur (avec B. Moore et L.-J. Butler) de : *Crises of Empire. Decolonization and Europe's Imperial States*, (Londres: Bloomsbury Academic, 2008).